



Direction de la citoyenneté  
Bureau des Procédures environnementales

IC18771

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÈMENT  
N° PR 28 00004 D**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ETS J. MENUT A CHARTRES**

**(N°ICPE : 100.00351)**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** les articles L. 513-1, R. 512-31 et R. 515-37 du Code de l'environnement

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2959 du 30 novembre 1982 autorisant la société ROCADE OCCASE à exploiter une installation de récupération de véhicules hors d'usage ;

**Vu** le récépissé du 2 octobre 2003 de la déclaration de changement d'exploitant du 22 septembre 2003 au profit des ÉTABLISSEMENTS J.MENUT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2006 portant agrément des ÉTABLISSEMENTS J.MENUT pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) (« démolisseur ») ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2012 portant agrément des ÉTABLISSEMENTS J. MENUT sur le territoire de la commune de Chartres pour l'exploitation d'un centre VHU (n°PR 28 00004 D) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2015 portant exonération de traçabilité des déchets métalliques des ÉTABLISSEMENTS J. MENUT ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2017 portant modification des conditions d'exploitation des ÉTABLISSEMENTS J. MENUT ;

**VU** la demande de renouvellement d'agrément préfectoral Centre VHU du 28 août 2018 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 octobre 2018 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 22 novembre 2018 ;

**VU** la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées par les ÉTABLISSEMENTS J. MENUT ne sont pas modifiées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de renouvellement d'agrément présentée par les ÉTABLISSEMENTS J. MENUT comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, dans le dossier qu'il a déposé, s'engage à respecter le cahier des charges « Centre VHU » annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'en prendre acte ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

### **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les ÉTABLISSEMENTS J. MENUT sont agréés pour l'exploitation d'un centre VHU sous le numéro PR 28 00004 D (« CENTRE VHU ») pour leur installation située 9 rue René Cassin à Chartres.

L'agrément n° PR 28 00004 D est renouvelé pour une durée de 6 ans.

**Article 2** : Les ÉTABLISSEMENTS J. MENUT sont tenus, dans l'activité pour laquelle ils sont agréés de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé à l'arrêté du 19 décembre 2012.

**Article 3** : Le tableau de classement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2017 est remplacé par le tableau suivant :

«

**Liste des installations classées de l'établissement**

Rubrique ICPE	alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	seuil du critère	Unité du volume utilisé	Volume autorisé
2712	1b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.	Centre VHU 6000 unités/an dont 3 VHU non dépollués présents. Surface dédiée à la dépollution : 200 m²	Surface de l'installation	Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m².	m²	2500
2713	1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Plate-forme de stockage de métaux	Surface	Supérieure ou égale à 1 000 m².	m²	2500
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant	Cisaillage et compactage de déchets métalliques	quantité traitée	supérieure à 10 t/j	t/j	40
2718	1	A	Déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses, préparations dangereuses (Transit, regroupement, tri)	Regroupement de DID : Produits chimiques, piles néons batteries acides, bases,...	quantité présente	Supérieure ou égale à 1 t	t	20
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant	Regroupement de DEEE	Volume susceptible d'être entreposé	Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	m³	171

Rubrique ICPE	alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	seuil du critère	Unité du volume utilisé	Volume autorisé
2714	-	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant	Regroupement de papiers/cartons plastiques	volume présent	Supérieur ou égal à 100 m³	m³	81,73

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, NC : non classé »

#### **Article 4 : Application**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

#### **Article 5 : Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 - Délais et voies de recours**

##### **A – Recours contentieux**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 du même code

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

##### **B/ Recours administratif**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à la Préfète d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,

- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

**Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **Article 7 – notification - publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de CHARTRES et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de la commune de CHARTRES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et retourné à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 8 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de CHARTRES, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre- Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le - 7 JAN. 2019

La Préfète, Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général



Régis ELBEZ